



Conseil général du 20.11.2023

Rapport n° 84 du Conseil communal

Point no 6

Discuter et approuver le règlement concernant l'entretien des chemins agricoles

Après plusieurs années de travaux de réfection et de création de chemins ruraux depuis les années 1980 par un premier syndicat et ensuite un second syndicat dès 2012 jusqu'à ce jour, il est impératif aujourd'hui de mettre en place un nouveau règlement, et ceci principalement afin de respecter les bases légales concernant l'utilisation ainsi que l'entretien et le financement du fond y découlant.

Le Conseil communal en collaboration avec la commission du règlement en question conseillée par le bureau Rolf Eschmann vous propose un règlement complet. Celui-ci a déjà été soumis au Service des communes pour examen préalable et toutes les remarques ont été prises en compte.

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière et d'accepter ce règlement tel quel.

Point no 7

Discuter et approuver la directive sur la récompense de la formation

Dans sa séance du 21 novembre 2022, le Conseil communal acceptait le nouveau règlement sur la reconnaissance de la formation. Conformément aux procédures en vigueur, celui-ci a été affiché et déposé publiquement durant le délai légal de 20 jours et soumis pour approbation auprès du Service des communes. Il n'a pas été approuvé par le Service des communes au motif que ce règlement n'a pas de base légale de droit supérieur et ne peut être considéré comme un règlement.

La commission de révision des règlements a pris acte de ce retour et est convaincue que le principe voulu dans ce règlement doit être maintenu. La commission propose par conséquent le changement de nom « directive sur la récompense de formation » en maintenant le contenu validé par le Conseil général en novembre 2022.

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité d'approuver cette directive.

Point no 8

Discuter et approuver le règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE)

Comme le règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable, ce règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux usées de la commune date de 2012. Selon les directives du Canton du Jura prises en 2016, un nouveau règlement a été élaboré en collaboration avec le Service de l'environnement du Canton et la Commission des Services communaux de la commune.

Comme pour l'autre règlement sur les eaux propres, ce nouveau règlement sera le même pour toutes les communes du Canton du Jura avec l'introduction d'une taxe de base à la consommation.

Taxe de base et taxes de consommation – assainissement des eaux

Libellé		Revenu total [Fr. / an]	Montant TC [Fr. / m3]	Montant TB [Fr. / an]
T1	Tranche jusqu'à 55 m3/an		3.35	230
T2	Tranche de 56 à 500 m3/an		3.20	240
T3	Tranche de 501 à 1'000 m3/an		3.05	320
T4	Tranche de 1'001 à 3'000 m3/an		2.85	475
T5	Tranche de 3'000 à 5'000 m3/an		2.70	950
T6	Tranche au-delà de 5'000 m3/an		2.55	1 740
CT	Couverture total charges par TB et TC	227 900		

Ce règlement vous a déjà été soumis sous cette forme dans la séance du 26 juin 2023 et a fait l'objet de nombreuses modifications. Conformément à la procédure et considérant les modifications, ce dernier a à nouveau dû être soumis auprès des instances cantonales (Service des communes et Office de l'environnement) et n'a pas été approuvé par le Délégué aux affaires communales. Par conséquent, ce règlement a dû être rectifié comme il a été rédigé en premier lieu et soumis à nouveau pour examen préalable.

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande vivement d'accepter ce règlement sans modifications.

Point no 9

Discuter et approuver le règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP)

Le présent règlement de la commune sur l'approvisionnement en eau potable date de 2008 et suivant les directives du Canton du Jura prises en 2016, un nouveau règlement a été élaboré en collaboration avec le Service de l'environnement du Canton et la Commission des Services communaux de la commune.

Le grand changement du nouveau règlement sur l'approvisionnement en eau potable est qu'il sera le même pour toutes les communes du Canton du Jura avec l'introduction d'une taxe de base variant selon la consommation.

Taxes de base et taxes de consommation - eau potable

Libellé		Revenu total [Fr. / an]	Montant TC [Fr. / m3]	Montant TB [Fr. / an]
T1	Tranche jusqu'à 55 m3/an		2.35	180
T2	Tranche de 56 à 500 m3/an		2.20	185
T3	Tranche de 501 à 1'000 m3/an		2.05	260
T4	Tranche de 1'001 à 3'000 m3/an		1.95	405
T5	Tranche de 3'000 à 5'000 m3/an		1.80	835
T6	Tranche au-delà de 5'000 m3/an		1.65	1 555
CT	Couverture totale charges par TB et TC	275 730		

Ce règlement vous a déjà été soumis sous cette forme dans la séance du 26 juin 2023 et a fait l'objet de nombreuses modifications. Conformément à la procédure et considérant les modifications, ce dernier a à nouveau dû être soumis auprès des instances cantonales (Service des communes et Office de l'environnement) et n'a pas été approuvé par le Délégué aux affaires communales. Par conséquent, ce règlement a dû être rectifié comme il a été rédigé en premier lieu et soumis à nouveau pour examen préalable.

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande vivement d'accepter ce règlement sans modifications.

Point no 10

Discuter et approuver les cahiers des charges des commissions permanentes

Au début de cette nouvelle législature et conformément à l'information orale faite lors de la séance d'introduction des nouveaux membres du Conseil général, le président du Conseil général et la secrétaire communale ont travaillé à la rédaction de nouveaux cahiers des charges pour les commissions permanentes.

Ces documents ont été transmis pour consultation auprès des membres du Conseil général et des partis politiques. Au terme de la consultation, une révision des textes a été faite en intégrant les remarques et les suggestions reçues.

Tous les cahiers des charges ont été révisés, à l'exception de celui concernant les structure d'accueil. En effet après analyse, il semble judicieux de reconsidérer l'ensemble des écrits qui régissent la crèche et l'UAPE (règlement des institutions Croque-Pomme et UAPE, cahier des charges de la commission structure d'accueil de la petite enfance, cahier des charges du directeur, etc...).

Les cahiers des charges des commissions suivantes sont annexés au présent rapport :

- ✓ Commission financière
- ✓ Commission d'estimation
- ✓ Commission d'école
- ✓ Commission des services communaux
- ✓ Commission du cimetière
- ✓ Commission de promotion économique
- ✓ Commission d'urbanisme
- ✓ Commission énergie et environnement

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité l'approbation de ces cahiers des charges.

Point no 11

Discuter et approuver la modification de l'article 86 du règlement sur le statut du personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan équilibre 22-26, plusieurs modifications de bases légales concernant le personnel de l'Etat ont été adoptées par le Gouvernement. Comme notre commune applique la législation cantonale en la matière, ces modifications de législation ont un impact. En effet, l'article 3 du règlement sur le statut du personnel contient une norme de droit supplétif qui précise que « Lorsque le présent règlement n'en dispose pas autrement, la législation cantonale sur le personnel de l'Etat s'applique. ».

La mesure 105a prévoit notamment une contribution sur les salaires du personnel de 1.9% du traitement de base pour une durée de trois ans. La mise en œuvre de cette mesure s'effectue par une modification du décret sur les traitements du personnel de l'Etat et s'applique par conséquent à notre commune au regard de l'article 3 comme expliqué ci-dessus.

Le Conseil communal a pris la décision de ne pas appliquer cette contribution salariale, ce qui implique la nécessité de procéder à la modification de l'article 86 du règlement sur le statut du personnel avec l'ajout d'un troisième alinéa stipulant que « *L'article 37a du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat ne s'applique pas* ».

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité d'accepter la modification de cet article.

Point no 12

Discuter et approuver les modifications de l'annexe 1 au statut du personnel

L'annexe I. du règlement sur le statut du personnel communal nécessite une remise à jour et ce notamment en raison de plusieurs redistributions de taux d'activité entre les fonctions. Il est proposé les adaptations suivantes afin de permettre de refléter la situation du terrain :

1. Concierge de l'Espace communal = 80%
2. Aide-concierge = 110%
3. Pool de remplacement des structures d'accueil = 20%
4. Educateur social diplômé = 100%
5. ASE (assistant social éducatif) = 395%

Vous trouverez l'annexe I. en pièce jointe. A noter que ce document est en cours d'examen préalable auprès du Service des communes.

En fonction de la décision prise au point suivant relatif à la proposition d'engagement de patrouilleurs scolaires, cette nouvelle fonction devra également être intégrée à l'annexe I.

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité d'accepter ces adaptations.

Point no 13

Discuter et approuver l'engagement de patrouilleurs scolaires

- a) Validation de la création de la fonction
- b) Validation de la rémunération proposées pour la fonction
- c) Validation de l'ajout à la liste des fonctions de l'annexe 1 au statut du personnel

Le Conseil Communal propose de remettre des patrouilleurs pour l'école primaire des Bois.

Après différents relevés de vitesse sur la route cantonale, les résultats sont relativement effrayants, surtout lorsque l'on parle de sécurité routière et de bienveillance pour nos enfants. Cette route est dangereuse et très fréquentée.

Nous avons décidé, suite à cela, de réintroduire les patrouilleurs au passage piétons qui se trouve devant l'école.

Sur recommandation du Canton, nous voudrions trouver 3 à 4 personnes, qui seraient chargées de s'occuper de faire traverser les enfants durant certaines tranches horaires établies avec le corps enseignant.

Cela représente 5 heures par semaine, soit un taux d'occupation à 10%. Bien entendu ces personnes seront rémunérées au tarif d'une vacation (selon règlement des indemnités des autorités communales.)

Position du Conseil communal

Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité d'accepter cette proposition.

Annexes :

- Règlement concernant l'entretien des chemins agricoles
- Directive sur la récompense de formation
- Règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune municipale de Les Bois
- Règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune municipale de Les Bois
- Cahiers des charges des commissions permanentes
- Modification de l'article 86 du règlement sur le statut du personnel
- Annexe I. au règlement sur le statut du personnel